

26 mars 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 26 mars 2015.

Madame la Maire de Paris, chère Anne HILDALGO,

Je voulais d'abord vous remercier pour l'initiative que vous avez prise de rassembler, ici, les maires des plus grandes villes d'Europe pour que vous puissiez confirmer vos engagements par rapport à la lutte contre le réchauffement climatique.

Il y a, ici, le commissaire européen chargé de l'énergie et du climat, que je salue et il y a aussi les plus grandes métropoles qui sont représentées. Métropoles françaises, c'est une institution nouvelle que la loi a érigée. Métropoles européennes qui toutes sont conscientes des menaces et des risques.

Je reviens, il y a quelques semaines à peine, de Manille où j'étais avec un certain nombre de personnalités françaises comme internationales, et nous avons la volonté, le Président des Philippines et moi-même, de lancer un appel. Nous le faisons de cette île de Guiuan aux Philippines qui avait été particulièrement dévastée par un cyclone. Cyclone qui avait endeuillé des populations déjà meurtries, et qui avait dévasté des lieux de production, des lieux de pêche, et avec une très grande difficulté pour la reconstruction.

Le Président philippin me confiait, et Laurent FABIUS était présent, que c'était le 350ème cyclone depuis trente ans aux Philippines. Il se trouve que ces cyclones qui reviennent sans cesse sont chaque fois plus violents, plus graves dans leurs conséquences.

Il y a quelques mois, j'étais, toujours avec Laurent FABIUS dans le Pacifique Sud, nous réunissions un certain nombre de pays, c'était en Nouvelle Calédonie, siège d'ailleurs de la Conférence du Pacifique Sud, et parmi ces pays il y avait le Vanuatu. Les témoignages qui nous étaient déjà livrés étaient d'une extrême inquiétude par rapport à ce qui pouvait se produire et Hélas cela s'est produit.

Au Vanuatu, même s'il n'y a pas eu de victimes aussi nombreuses qu'à un moment où nous avons pu le craindre, néanmoins c'est 90 % du territoire qui a été quasiment détruit. A partir de là, nous ne pouvons pas rester indifférents ou dubitatifs.

Je me souviens aussi que lors de l'assemblée générale des Nations Unies, lorsque Ban KI MOON avait organisé une mobilisation pour sensibiliser les opinions publiques et les gouvernements aux risques du réchauffement climatique, un certain nombre de Premiers ministres, de ce qu'on appelle les gouvernements des îles, avait là-aussi alerté en disant que peut-être dans trente, quarante, cinquante ans, ce qu'ils représentaient, des îles, auraient purement et simplement disparu.

C'est pourquoi nous sommes dans cette période où tout peut se décider. Mais aussi où tout peut hélas s'immobiliser dans une espèce de refus de l'évidence et de la responsabilité.

La France accueille la Conférence de Paris sur le climat, ce sera au mois de décembre. Nous sommes au mois de mars et nous savons que le temps nous est compté.

Le risque est que l'on pense avoir tout le temps pour parvenir à un accord. Le risque, c'est parce que le constat est fait, et depuis longtemps. Je veux, ici, saluer les travaux du GIEC qui ont été tout à fait précieux, même s'il y avait encore quelques esprits, il y en a toujours, qui niaient l'évidence. Le constat étant fait, nous pourrions penser qu'il suffirait maintenant après ce qui s'est produit à Lima, la COP 20, de parapher un texte. Mais l'échec de Copenhague doit être encore présent dans nos esprits. Il peut y avoir les mêmes intentions, les meilleures, et le même

encore présent dans nos esprits. Il peut y avoir les mêmes intentions, les mêmes, et le même résultat, c'est-à-dire l'échec.

Il ne faut pas simplement compter sur la présence des chefs d'Etat et de gouvernement, le jour même de la Conférence et même la nuit, pour qu'un accord puisse être signé. L'accord se prépare dès à présent.

Quelle est la démarche que nous avons voulu engager pour aboutir à un accord général, à un accord contraignant, et à un accord qui prévoirait pays par pays les obligations en termes d'émission de gaz à effet de serre ? La démarche, c'est d'abord de demander à tous les pays de présenter ce qu'on appelle une contribution nationale, pour porter tous les engagements qui permettront de contenir le réchauffement de la planète à 2 degrés d'ici la fin du siècle.

L'Europe, je veux, ici, la saluer. On la critique tant de fois, on la met en cause sur tant de sujets, pourtant l'Europe est capable de montrer l'exemple. Elle l'a montré sur un sujet qui est l'union bancaire, mais ce n'est pas le domaine sur lequel je veux intervenir aujourd'hui, mais qui nous prémunira à l'avenir des crises qui pourraient frapper un certain nombre d'établissements bancaires.

Elle l'a montré aussi sur l'union de l'énergie, monsieur le commissaire, puisque l'Europe a été capable de fixer des objectifs qui sont précisément ceux que la Conférence de Paris doit prendre en considération et fixer comme perspectives pour le monde entier.

L'Europe a fait mieux que cela, lors du dernier Conseil européen. L'Europe a produit la contribution pour l'ensemble du continent pour limiter les émissions de gaz à effet de serre. Cette contribution, non seulement est la plus solide -enfin elle n'a pas de mal à l'être- puisque c'est la seule qui a été produite jusqu'à présent avec celle de la Suisse.

Nous attendons donc d'ici la fin du premier semestre de cette année, que tous les pays puissent livrer leur contribution pour qu'elles soient ajoutées les unes les autres, et que nous puissions atteindre la conclusion qui est celle espérée, un accord global, différencié et contraignant.

Les pays en développement, les pays les plus pauvres, d'abord rechignent à juste raison à présenter une contribution. Pourquoi leur demander à eux, ces pays qui sont aujourd'hui les plus vulnérables, de prendre des engagements y compris qui pourraient limiter leurs perspectives de croissance et de développement, alors qu'ils ne sont pour rien ou pour pas grand-chose dans les émissions de gaz à effet de serre ?

C'est vrai que l'on attend d'abord la contribution des Etats-Unis, de la Chine, qui sont les plus gros émetteurs, mais il faut que tous les pays puissent produire ces contributions. C'est la raison pour laquelle le gouvernement français accompagne les pays les plus pauvres, et je sais que l'Europe a le même souci, la même volonté pour que ces pays puissent présenter eux aussi leurs contributions.

Si nous voulons convaincre, il va falloir aussi doter le Fonds vert, le fonds qui va être justement chargé d'assurer le financement de la transition énergétique, de la transition écologique des pays émergents et des pays les plus pauvres. C'est une condition indispensable pour que nous puissions avoir un accord.

Et c'est la raison pour laquelle la France a là aussi voulu montrer l'exemple en dotant le Fonds vert d'un milliard de dollars. Il faudra et beaucoup de pays européens ont également porté de contributions significatives, que nous puissions demander à tous les pays du monde, les plus riches, les pays émergents de faire cet effort-là.

Enfin il y a une troisième perspective que nous devons ouvrir pour la Conférence de Paris, c'est ce que l'on appelle l'agenda des solutions. L'agenda des solutions, c'est ce qui est demandé non plus aux Etats, mais à l'ensemble des sociétés, et notamment aux collectivités locales, aux entreprises, aux associations, les organisations non gouvernementales, à toutes celles et ceux qui peuvent, par leur imagination, par leurs initiatives, par leurs investissements, par leurs décisions, améliorer les conditions de vie des habitants de la planète et surtout des générations futures. C'est là que les collectivités locales, et notamment les grandes villes, doivent être à l'initiative, vous l'êtes déjà. Anne HIDALGO me restituait tout ce que font les grandes métropoles, les grandes villes en matière de mobilité, d'achats groupés d'un certain nombre de matériels, de normes pour la circulation, de soutien aux entreprises qui font un effort pour moins émettre, et

d'espaces verts. Bref, tout ce que les collectivités peuvent porter. Les métropoles en Europe ont une histoire, une tradition, et cette tradition urbaine est une chance. Une chance pour l'Europe et une chance pour le monde et une chance pour l'Europe parce que c'est à travers les villes et les grandes villes qu'un nouveau modèle peut apparaître, et qui peut aussi diffuser sur l'ensemble du territoire.

C'est un modèle pour le monde, parce que ce monde qui voit sa démographie continuer d'être dynamique, puisqu'il y aura, en 2050, neuf milliards d'habitants, et que deux tiers de ces habitants vivront en ville. A partir de là, c'est une condition même de survie de l'humanité que de permettre que ces villes puissent être des villes durables. Le rôle qui est le vôtre, métropoles européennes, c'est de montrer sans vouloir imposer je ne sais quelle référence ou norme, montrer qu'il est possible de vivre, et de vivre bien dans de grandes agglomérations et avec un modèle urbain qui permet de répondre aux exigences de la lutte contre le réchauffement climatique.

Je voulais donc, ici, saluer ce qui va être l'inventaire des bonnes pratiques, dans l'agenda des solutions, celui que nous allons présenter à la Conférence de Paris, où il y aura le recensement de toutes les bonnes pratiques. Je souhaite donc que votre association puisse elle-même apporter sa contribution dans le cadre de ce que fait l'Europe à la Conférence, en faisant l'évaluation de toutes les bonnes pratiques.

Ensuite, toutes les coopérations que vos villes pourront engager avec les villes des pays émergents et des pays en développement seront extrêmement précieuses et utiles pour arriver également à l'objectif. Je sais aussi l'ampleur des investissements que vous consacrez, et ici, vous ouvrez des marchés considérables, estimés à dix milliards d'euros. Vous représentez plus de soixante millions d'habitants, et une production sur vos territoires qui est équivalente à 2.000 milliards d'euros. C'est dire ce que vous représentez et l'importance de la commande publique. Là-aussi, pour ce qui concerne la France, nous veillerons à ce que la directive du 26 février 2014 puisse être traduite, puisqu'elle encouragera les groupements de commandes publiques dans les meilleurs délais.

Je pense aussi que vos villes permettent également de sensibiliser les jeunes générations à cette question de la Conférence sur le climat. Il va y avoir de nombreux rassemblements tout au long des prochains mois, il y a d'ores et déjà des réunions importantes de chefs d'Etat et de gouvernement, puisqu'il va y avoir le G7. Madame MERKEL va consacrer une partie du G7 à cette mission de la réussite de la Conférence sur le climat.

Il y aura le G20, il y aura l'assemblée générale des Nations Unies, des événements à Paris, avec les plus grandes entreprises, des colloques scientifiques, et je vous fais cette suggestion, que toutes les grandes villes d'Europe puissent également avoir leur propre agenda, leur propre calendrier de mobilisation pour que nous puissions faire cette pression indispensable. La réussite je vous le disais n'est pas assurée, elle dépendra d'abord de la négociation, et elle n'est pas facile, cette négociation, d'abord, parce qu'elle appelle le consensus de tous les pays du monde. Elle n'est pas facile, parce que les intérêts ne sont pas les mêmes. Elle n'est pas facile parce qu'il y a aussi, de la part de certains pays, et notamment les plus grands émetteurs, des changements de modèle qui vont être difficiles à assurer, coûteux.

Cette négociation n'est pas facile parce qu'elle n'est pas visible, elle est lointaine et compliquée. La négociation n'est pas facile parce qu'elle appelle le rôle des institutions internationales, notamment de l'ONU, et pas simplement, donc, des Etats. Cette négociation n'est pas facile parce qu'il va y avoir, au dernier moment, un certain nombre de textes qu'il faudra écrire, ou réécrire. Elle n'est pas facile parce qu'il y a aussi des puissances, je parle des puissances économiques, qui peuvent être contrariées par telle ou telle obligation.

Nous devons prendre appui, aussi bien sur la société civile que sur les entreprises. Il y a de nombreuses entreprises qui sont conscientes de ce que va représenter la transition énergétique, des formidables opportunités d'investissements, de transports, de conditions de production, qui vont révolutionner, aussi, nos économies, et leur donner un potentiel de croissance. Le pire serait justement d'opposer cette obligation, cette nécessité de lutter contre le réchauffement climatique,

et la capacité de développement, à condition que nous soyons dans un nouveau modèle, et c'est à nous de l'inventer.

Je vous demande donc, et c'était le sens de ma présence, et je vous remercie de m'avoir invité, à votre initiative, je vous demande de vous mobiliser autant qu'il sera possible, pour que la pression puisse être exercée autant que nécessaire.

Ce n'est pas l'Europe qui fait pression sur le monde, c'est l'Europe qui doit être en avance sur le monde, c'est différent. L'Europe a sa responsabilité. Nous sommes, pour l'essentiel, des vieilles nations industrielles, et nous entendons, d'ailleurs, rester de nouvelles nations industrielles, mais nous savons ce que nous avons pu prélever sur la planète. Nous avons décidé, heureusement depuis quelques années, de nous engager, et au-delà des sensibilités politiques, car il s'agit là de l'avenir même de notre continent et de l'Humanité, parce que nous sommes tous concernés. La question du réchauffement climatique n'est pas simplement de prévenir des catastrophes climatiques, elles ont déjà lieu, c'est de prévenir des catastrophes humanitaires et politiques, des déplacements de populations, des conflits territoriaux, des craintes pour l'avenir même de certaines nations. Nous devons donc être conscients à la fois de notre responsabilité passée, mais aussi de notre responsabilité future. Ce que nous engageons sur la Conférence sur le climat, c'est bien plus qu'une mobilisation pour un accord, c'est une mobilisation pour un monde plus équilibré, plus juste et plus durable.

Il y a aujourd'hui -et au moment où je parle- des conflits qui sont ouverts, nous les connaissons, nous savons ce qui traverse un certain nombre de continents, ce qui nous menace, avec le terrorisme, nous savons également combien la lutte pour un partage des richesses peut être aussi, sur le plan mondial, à la fois une perspective, mais aussi un risque. A partir de là, nous pouvons au moins agir, sur ce qui dépend de nous, en l'occurrence la question du climat. C'est pourquoi l'Europe, ses gouvernements, j'en suis sûr, ses institutions, doit être là. Vous, vous êtes ici, à Paris, déjà là, comme si vous aviez fait la Conférence avant l'heure, et je vous en remercie.